

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Résultats du sondage annuel OpinionWay pour FAIR et France Active

Épargne : face aux inquiétudes pour l'avenir, les Français privilégient la sécurité, les jeunes l'impact

Chiffres clés

- 56 % des Français prévoient d'épargner autant ou plus en 2027, soit un recul de -6 points par rapport à l'année passée.
- 82% de ceux qui comptent épargner plus, le font pour se protéger dans un contexte économique et politique incertain 22 % des Français donnent une finalité solidaire à leur épargne contre 34 % des 18-24 ans et 35 % des 25-34 ans.
- Mais 63 % se disent encore mal informés sur les produits solidaires, un chiffre stable par rapport à 2025

À l'occasion de la Semaine de la Finance Solidaire 2026 (9–15 novembre 2026), FAIR et France Active publient la 5e édition de leur sondage annuel OpinionWay « Les Français et l'épargne solidaire ».

Si les intentions d'épargne des Français marquent le pas après plusieurs années record post covid, le contexte d'incertitude économique et politique les pousse à envisager l'épargne comme un moyen de protection face à l'avenir, et la finalité solidaire apparaît au second plan dans leurs arbitrages.

À contrario, les jeunes envisagent encore cette année leur épargne comme un moyen d'agir sur l'avenir de la société. Une dynamique générationnelle qui se confirme et qui ouvre de nouvelles perspectives à l'épargne solidaire.

Des intentions d'épargne en léger recul, mais un besoin de sécurité toujours fort

Après plusieurs années à des niveaux élevés, **les intentions d'épargne ralentissent légèrement : 56 % des Français prévoient d'épargner autant ou plus en 2027, soit un recul de -6 points.** Une inflexion qui intervient dans un contexte où le budget des ménages reste contraint, entre hausse de certaines dépenses du quotidien et tensions persistantes sur le pouvoir d'achat.

Les plus jeunes font toutefois exception : 80 % des 18–24 ans comptent épargner autant ou plus, soit une progression de 9 points.

Dans le même temps, **le besoin de mettre de l'argent de côté pour se protéger reste très fort.** Parmi ceux qui souhaitent épargner davantage, plus de 8 Français sur 10 (82 %) citent au moins une raison liée au contexte économique et politique, qu'il s'agisse de la crainte pour l'avenir, de la fiscalité ou encore des retraites.

Un paradoxe se dessine ainsi : les Français envisagent de moins épargner en 2027, tout en ressentant fortement le besoin de sécuriser leur avenir via leur épargne. Cette logique de précaution se retrouve dans leurs arbitrages : 76 % envisagent leur épargne avec une finalité personnelle, contre 22 % avec une finalité solidaire.

Dans le choix d'un produit d'épargne solidaire, ils attendent également des garanties concrètes. 56 % citent la disponibilité du capital parmi leurs deux premiers critères et 51 % la sécurité du capital.

Dans les mois à venir, **l'enjeu pour les acteurs de la finance solidaire sera donc de démontrer aux épargnants que recherche de sécurité, disponibilité, et utilité de l'épargne peuvent être complémentaires**

Chez les jeunes, l'épargne dépasse le simple placement financier et prend une dimension beaucoup plus citoyenne

L'impact social et environnemental de l'épargne constitue un marqueur générationnel de plus en plus net : 30 % des 18–24 ans et 22 % des 25–34 ans placent en premier l'impact social et environnemental parmi leurs critères de choix d'un produit d'épargne, contre environ 7% chez les 50 ans et plus.

Ce décalage générationnel est encore plus net lorsqu'on les interroge sur le rôle de leur épargne : 73 % des 18–24 ans considèrent leurs choix d'épargne comme une forme de vote qui pèse sur l'avenir de la société, soit +8

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

points en un an. Ils sont 57 % chez les 25-34 ans (+10 points), contre seulement 18 % chez les 65 ans et plus (-8 points).

Autrement dit, là où **les générations les plus âgées privilégient d'abord la sécurité et la disponibilité de leur capital, les plus jeunes intègrent beaucoup plus fortement la dimension sociale et environnementale** dans leurs arbitrages. Une évolution qui constitue un véritable point d'appui pour le développement de l'épargne solidaire.

« Dans le contexte actuel, les Français considèrent majoritairement leur épargne comme un rempart à l'incertitude. C'est sans compter les nouvelles générations, de plus en plus conscientes du rôle de leur épargne : celui d'une épargne de précaution, mais qui contribue aussi aux enjeux de la société.

Notre responsabilité est de répondre à ces attentes avec des solutions concrètes, qui permettent de concilier sécurité, rendement et impact. C'est notamment le cas pour l'assurance-vie, le placement financier préféré des français qui doit pouvoir devenir un support mieux mobilisé au service de l'impact social et écologique. »



Patrick Sapy, directeur général de FAIR, le collectif de la finance solidaire.

Encore peu informés sur l'épargne solidaire, les Français savent pourtant quelles causes ils veulent soutenir

63 % des Français se déclarent encore mal informés sur les produits d'épargne solidaire. Pourtant, ils identifient clairement les grandes causes des projets vers lesquels ils seraient prêts à orienter leur épargne.

Parmi les projets qu'ils seraient prêts à financer : la transition écologique reste la cause la plus citée (47% soit + 3 pts), suivi du lien social et la réduction des inégalités enregistrent la progression la plus forte (45% soit + 7 pts). L'insertion professionnelle complète ce trio de tête, citée par 42 % des Français (+5 pts).

Si l'envie des Français d'orienter leur épargne vers le financement de projets utiles à la société et à l'environnement est bien là, l'enjeu est désormais de rendre les produits solidaires plus lisibles, plus accessibles et plus présents dans les grands véhicules d'épargne du quotidien.

« L'épargne solidaire ne changera véritablement d'échelle que si elle devient accessible à tous. Aujourd'hui, environ 11 millions de salariés bénéficient de l'épargne salariale, tandis que 17 millions en restent exclus. Notre ambition est d'en faire un dispositif progressivement universel et de permettre à chacun, via l'épargne salariale comme l'assurance-vie, de consacrer une part de son épargne au financement de projets à impact social et environnemental. »

Pierre-René Lemas, président de France Active

Méthodologie

Le sondage « Les Français et l'épargne solidaire », réalisé par OpinionWay pour FAIR et France Active, vise à comprendre et analyser l'opinion des Français sur les placements d'épargne solidaire. Cette étude a été réalisée auprès de 1 001 personnes représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard du sexe, de l'âge, de la catégorie socioprofessionnelle, de la catégorie d'agglomération et de la région de résidence. Les interviews ont été réalisées les 9 et 10 septembre 2026, par questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview).

FAIR, le collectif de la finance solidaire

Collectif des acteurs de la finance solidaire en France, l'association FAIR œuvre depuis 30 ans à la promotion d'une finance solidaire en mobilisant les épargnants individuels et les investisseurs institutionnels. FAIR réunit plus de 150 entreprises solidaires, banques, assurances, sociétés de gestion, ONG et personnalités engagées. Elle gère le label Finansol, créé en 1997 par des acteurs de la société civile et qui atteste de l'impact social des produits d'épargne labellisés et de la transparence de l'information. Près de 200 produits sont aujourd'hui labellisés Finansol. La finalité de l'action de FAIR est claire : faire que les épargnants soient pleinement conscients de leur pouvoir, et les accompagner afin d'agir ensemble en faveur d'une société plus juste. www.finance-fair.org

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

France Active, le mouvement des entrepreneurs engagés

France Active permet à chaque entrepreneur de s'investir dans un projet porteur d'impact positif. Créer son activité et s'engager sur son territoire, donner du sens à son projet et transformer la société : c'est le pari des entrepreneurs engagés. Au plus près de leurs besoins, France Active et ses 35 associations territoriales les conseillent sur leur projet de financement et leur donnent accès à un réseau unique d'acteurs économiques et sociaux.

Avec ses 2 sociétés financières, France Active accompagne plus de 40 000 entreprises et associations. Le mouvement a mobilisé 465 millions d'euros en 2025. Chaque jour, France Active travaille à développer une économie plus inclusive et plus durable. Les entreprises soutenues par France Active ont créé ou consolidé l'an dernier plus de 72 000 emplois.

Annexe : Quelques repères pour mieux comprendre l'épargne solidaire

La finance solidaire est une finance innovante, qui replace le citoyen au cœur de l'économie en finançant des projets utiles à la société et à l'environnement.

Quel est son parcours ? les épargnants placent leur argent sur des produits d'épargne souvent gérés par un établissement financier. L'argent placé est alors fléché vers des projets d'entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) ou vers des financeurs solidaires, comme France Active, présents sur tout le territoire. Ces derniers financent et accompagnent les porteurs de projets, et permettent aux épargnants de prendre part aux transitions sociales et écologiques d'aujourd'hui et de demain.

Quelques chiffres

En 2025, l'encours global de l'épargne solidaire atteint 34 milliards d'euros. L'épargne salariale en constitue le premier canal, avec 18,5 milliards d'euros d'encours, soit plus de la moitié du total. En 2025, la finance solidaire a permis de mobiliser 848 millions d'euros de financements en faveur d'entreprises et d'associations à utilité sociale et environnementale.

Comment repérer les placements d'épargne solidaire ?

Le label Finansol permet aux épargnants d'identifier facilement les produits d'épargne solidaires qui reposent sur des critères exigeants d'impact social et écologique ainsi que, de transparence. Il existe 200 produits d'épargne labellisés Finansol, dont les parts de France Active Investissement.

Pour quel impact ?

Depuis l'adoption de la loi sur l'ESS – Loi Hamon, il y a plus de 10 ans, l'épargne solidaire a permis à France Active d'appuyer plus de 13 400 entreprises et associations et de faire levier auprès d'investisseurs engagés. Au total, plus de 2,72 milliards d'euros ont été mobilisés par France Active et ses partenaires financeurs.

Pour favoriser l'émergence et la réussite de ces nouveaux entrepreneurs engagés, France Active les accompagne dans toutes les phases de vie de leur entreprise, de la création au développement en passant par le changement d'échelle. Ces projets ont permis la création et consolidation de près de 200 000 emplois, de manière durable : les structures financées affichent un taux de pérennité à 5 ans de 87%, contre 61% pour l'ensemble des entreprises en France (données Insee 2019).

CONTACT PRESSE

FAIR - Paul Quentin - paul.quentin@finance-fair.org - presse@finance-fair.org - 06 61 68 75 88